

"Trois coups frappés à la porte des neuf" dans Vision (Mars 1977)

Légende: En mars 1977, le mensuel Vision dresse un tableau de la situation économique des trois futurs pays candidats à l'adhésion à la Communauté économique européenne, l'Espagne, la Grèce et le Portugal.

Source: Vision. Le magazine économique européen. dir. de publ. COVILLE, Christine; GORDEVITCH, Igor; HURET, Jean-Etienne; KOSSOW, Richard E. ; Réd. Chef HEYMANN, Philippe. Mars 1977, n° 76. Genève: SEPEG.

Copyright: (c) SEPEG

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"trois_coups_frappes_a_la_porte_des_neuf"_dans_vision_mars_1977-fr-fbef8d68-0991-4eff-bcb0-8aa9e2fb5378.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 16/09/2012

Trois coups frappés à la porte des Neuf

Athènes, Lisbonne et Madrid poussent très fort leur candidature à la CEE. Politiquement et industriellement, les trois pays sont à moitié prêts, mais leurs agricultures posent des problèmes quasi insolubles.

Once upon a time, Mr Roy Jenkins, il se trouva six pays européens pour décider d'agir ensemble, et ce fut la CEE. Puis trois autres vinrent les rejoindre. Et aujourd'hui trois autres encore sont candidats, pauvres et nobles comme les héros d'un conte de fées. En termes diplomatiques et techniques, cela s'appelle le « deuxième élargissement de la Communauté ».

Cela a commencé en 1974 et 1975 dans l'euphorie, avec l'avènement de trois démocraties de plus en Europe : la grecque, la portugaise et l'espagnole. Athènes annonça presque aussitôt sa candidature à la CEE ; puis Lisbonne et Madrid laissèrent prévoir la leur.

Mais le temps a passé. On a parlé argent, agriculture, industrie, banque. Surtout agriculture. Et l'on demande maintenant à Bruxelles : un « oui » économique fera-t-il écho à ce « oui » politique si fermement prononcé ? Il est certain que les Neuf s'interrogent sur la capacité économique réelle des numéros « dix, onze et douze ».

Pourtant, cette triple candidature se présentait mieux, initialement, que celles de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark, lors du précédent élargissement ». Politiquement, il n'y a pas à craindre un « non » brutal comme celui de De Gaulle à Macmillan en 1963. Et l'on parle beaucoup de la nécessaire « politique méditerranéenne » de la Communauté ; un serpent de mer comme un autre.

Mais dans la pratique, il y a bon nombre de malentendus. Dire avec Helmut Schmidt que l'Espagne n'est pas encore « mûre » pour l'adhésion, dire avec Bruxelles au gouvernement Mario Soares qu'il doit redresser son agriculture et « tenir » ses communistes, dire avec les Français aux Grecs que la négociation avec eux sera un test pour les deux autres pays, cela suscite dans les capitales concernées des sentiments pour le moins mitigés.

Car la conviction, dans les trois pays candidats, est précisément : « C'est en entrant de front, et pleinement, dans votre club que nous pourrions le mieux réaliser ce que l'on attend de nous ».

En résumé, aucun gouvernement des Neuf ne dit non. Mais bien des experts disent « bof ». Là est tout le problème en 1977. « Il revient aux négociateurs de faire en sorte que les trois pays candidats puissent supporter les conséquences de leur adhésion », dit-on encore à Bruxelles. « C'est trop de bonne volonté, répond-on de l'autre côté de la barrière ». Et un homme politique espagnol lance même méchamment : « La CEE commence à nous faire penser à ces demi-jeunes femmes qui veulent être courtisées, mais sans jamais rien donner ; or sa virginité date d'assez loin ».

Athènes : dans la CEE parce que c'est notre droit. L'un des hommes les plus convaincus que la Grèce entrera, et bientôt, dans la Communauté, est le gouverneur de la Banque de Grèce - et expert monétaire international - Xénophon Zolotas. Si on lui rappelle que l'économie grecque a encore beaucoup à progresser (son PNB par tête dépasse tout juste celui de l'Irlande), que sa balance extérieure est très faible, son agriculture peu moderne et son industrie peu diversifiée, il met les points sur les « i » :

« La Grèce est pays associé depuis 1962, avec un programme de rapprochement progressif qui doit se terminer en 1984 ; pour les produits n'existant pas en Grèce, le désarmement douanier est achevé. Et l'objectif de l'accord était l'adhésion complète. La période des colonels n'a fait que suspendre le processus. Je ne puis comprendre la réticence de la Commission pour l'adhésion immédiate, étant donné les progrès économiques et sociaux en Grèce, ces quatorze dernières années ».

Il cite des chiffres effectivement impressionnants : 6,8 % de croissance du PNB en moyenne pendant la période, contre 3,8 % pour les Neuf ; pour la production industrielle c'est même 9,4 % contre 3,7 %. Le marché communautaire absorbe maintenant 45 % des exportations grecques (plus que pour l'Espagne) contre

35 % il y a quinze ans. La part de l'agriculture dans le PNB a reculé de 24 à 19 % pendant la même période.

Avantages de la Grèce - qui sont autant de cartes à jouer dans la négociation : sa marine marchande, qui fait 14 % de la flotte mondiale (les Neuf tous ensemble : 11 %) ; son rôle financier depuis que Beyrouth a été abandonné par les banques, ses ressources minérales et peut-être bientôt pétrolières, ses excellentes relations commerciales et industrielles dans le monde arabe.

Cela dit, en Grèce même, on émet des réserves. Surtout du côté du parti socialiste, qui craint pour « l'indépendance » économique du pays et critique les avantages concédés aux groupes étrangers, comme le groupe français PUK qui exploite la bauxite grecque. Mais un référendum sur l'adhésion serait certainement très largement positif.

L'ancien négociateur de la Grèce à Bruxelles (jusqu'à fin 1976), Nikos Kyriazidis, qui a connu tous les hauts et bas de l'accord commercial, souligne, pour VISION, que « la non-adhésion voudrait dire toutes les charges pour la Grèce, sans les garanties et la participation aux décisions ». Et son successeur, V. Theodoropoulos, s'est montré, fin janvier, lors de la dernière discussion avec Bruxelles, tout aussi pressé d'aboutir.

Athènes voudrait que son commerce (souvent « préférentiel ») avec d'autres pays que ceux de la CEE soit protégé pendant une période d'adaptation, et que sa contribution aux budgets soit faible au début : 2 % par exemple du total, pour arriver ultérieurement aux 5 % qui correspondent à son PNB. La Grèce se dit prête à accepter la politique agricole, mais avec de 2 à 5 ans d'adaptation pour la viande et le lait.

« La négociation doit être extrêmement claire, et il faut tout mettre sur la table », dit Georges Kondragheorgis, le vice-ministre de la Coopération, qui surveille la négociation. « Il ne serait pas admissible, par exemple, qu'on retarde l'adhésion, sans le dire, sous prétexte que la Grèce doit d'abord s'accorder avec la Turquie, elle aussi pays associé. » « Le tout, c'est la volonté de mobiliser les services. A Bruxelles, la direction générale de l'Agriculture est récalcitrante a priori », dit encore N. Kyriazidis. Et les Italiens ont évidemment des inquiétudes, parce que nous concurrencerons certains de leurs produits ».

Le chef du patronat grec, Dimitrios Marinopoulos, est convaincu, pour sa part, que l'adhésion est souhaitable, et possible. « Pour un entrepreneur ce n'est pas seulement le court terme, mais le long terme qui compte ; or notre présence dans la Communauté consolidera les liens institués ; j'en ai fait l'expérience avec mes confrères de la Communauté ». Certaines industries grecques devront disparaître, il le reconnaît, mais moins qu'on ne croit.

Xénophon Zolotas résume donc assez bien le sentiment grec quand il dit : « S'il devait y avoir un revirement à notre sujet, ou des attermoissements excessifs, ce serait très grave, car les Grecs y croient. Et du fait de notre civilisation et de la démocratie retrouvée, l'adhésion, pour nous, est un droit ».

Hésitations portugaises. Au Portugal, on est en principe tout aussi convaincu de la nécessité d'adhérer, mais avec des délais tout autres. On parle de 1987 pour la fin de la période d'adaptation. L'important, c'est que Mario Soares a besoin, bien avant cela, de l'adhésion complète, pour réformer le pays.

Les fonctionnaires bruxellois ne se gênent guère pour donner des conseils à la représentation portugaise auprès des Communautés, en particulier sur les inconvénients de la récente réforme agraire. Et les structures syndicales, comme en Grèce et en Espagne, font aussi l'objet de remarques critiques.

Réponse portugaise : comment suivre l'exemple social-démocrate allemand si l'on n'est pas dans le club ? Comment résorber le chômage et améliorer la balance des paiements extérieurs si la CEE n'achète pas davantage « portugais » ? Comment modifier le système bancaire, sinon en disant que c'est l'adhésion qui l'exige ?

En visitant les capitales européennes comme il le fait depuis février, Mario Soares sait que son dossier est mauvais : 10 % de chômage, endettement public énorme, réserves qui fondent. On estime que seul

l'investissement étranger et des crédits (il faudrait plus d'un milliard de dollars) peuvent redresser la situation.

Précisément, c'est cela que les Portugais demandent à Bruxelles. Sousa Franco, du parti social-démocrate, déclare : « Il faut rejeter toute affirmation selon laquelle, techniquement, notre adhésion n'est possible ni aujourd'hui ni demain. Une association étroite, évolutive et ouverte, nous paraît viable pour la CEE et absolument nécessaire pour nous-mêmes. La CEE voudra-t-elle aider les pays les plus pauvres, ou s'enfermer dans le manteau, égoïste et caduc, du libre-échange sans solidarité ? Voilà la question. »

Les industriels sont plus nuancés. Manuel Avides Moreira, qui dirige une entreprise textile, constate : « Je ne crois pas la CEE prête à patienter jusqu'à ce que nos structures, faibles comme elles le sont, soient restaurées. Contentons-nous d'une sorte de coopération, avantageuse économiquement pour nous, et politiquement pour Bruxelles ».

Par contre, les milieux bancaires sont formels : « Le cas de l'Irlande et même de l'Italie ont montré que la pauvreté n'est pas un obstacle insurmontable. D'ailleurs nous faisons 50 % de notre commerce extérieur avec la CEE, et un Portugais sur cinq y travaille encore. Enfin, l'intégration du Portugal apporte à la CEE des liens irremplaçables tant avec la Communauté brésilienne et les cinq Etats africains de langue portugaise ». Argument proche de celui des Grecs, quand ils arguent de leurs contacts et échanges avec le Proche et le Moyen-Orient.

A Bruxelles, on risque toutefois de n'être pas très convaincu. Même si un écrivain portugais écrit : « L'adhésion du Portugal concrétisera la vocation fraternelle de la CEE, que celle-ci n'a jamais vraiment pu réaliser ». Et même si un syndicaliste, Victor Hugo Sequeria, insiste : « Si la Communauté ne nous apporte pas de l'aide pour la santé, l'agriculture, l'habitation, les transports, je ne suis pas d'accord avec l'adhésion du Portugal au Marché Commun ».

Espagne : seulement par la grande porte. Le « gros morceau » ce sera évidemment l'Espagne : 35 millions d'habitants et un PNB égal à 26 % de celui de l'Allemagne. La CEE peut faire une place à la Grèce et au Portugal - pays de dimensions modestes - sans trop de difficulté, même si le second a beaucoup de choses à demander. A l'Espagne, non. Et d'ailleurs elle tient absolument à entrer par la grande porte.

Or, la CEE va lui demander - c'est déjà fait officiellement - de faire des concessions sur l'industrie (où elle est de taille à se défendre) en échange d'un règlement dans le domaine épineux du vin, des légumes, des agrumes, etc. « Et encore faudra-t-il que les négociateurs ne se laissent pas dépasser par les instances techniques ou par les organisations professionnelles » (façon polie de ne pas nommer les paysans français), dit-on auprès du ministère des Affaires étrangères, d'où l'on contrôle les contacts avec Bruxelles. A la CEE, on reconnaît, avec un sourire, que « la négociation ne devrait pas se décider à Perpignan ou à Montpellier. »

Un Espagnol commente : « Le protectionnisme des pays riches est encore plus dangereux que celui des pays pauvres. Je voudrais être en mesure de le dire à Messieurs Jenkins et Natali, qui décideront peut-être de notre sort ».

Eduardo Merigo, ancien fonctionnaire de l'OCDE, est aujourd'hui l'économiste du parti démocrate espagnol. Peu après avoir rencontré des fonctionnaires bruxellois, il raconte à VISION : « J'ai dit au représentant de la CEE que nous ne pouvons nous laisser leurrer. Après tout l'actuelle transition espagnole est assez dure pour qu'on ne l'aggrave pas encore, et l'idéal européen professé par la CEE est suffisamment un échec pour qu'on ne nous donne pas de leçons ».

Officiellement, la France a très vite dit « oui » à l'Espagne, par la voix de Valéry Giscard d'Estaing. Mais, rétorque-t-on au ministère du Commerce, à Madrid, « la France s'est toujours montrée le partenaire le plus dur, dès lors que les ministères techniques entrent en jeu ». A Madrid, on compte donc au moins autant, pour faire avancer les choses, sur Helmut Schmidt, même si celui-ci a émis quelques réserves.

« L'Espagne n'a pas à faire preuve de sa bonne volonté ; c'est fait ; et le reste doit nous servir de cartes à

jouer dans la négociation », dit encore E. Merigo. Avec ce commentaire féroce en plus : « On nous parle d'Europe à deux vitesses ; c'est la CEE qui est en seconde vitesse, et sur la défensive ; elle peut se permettre tout au plus du petit impérialisme ; cela marche avec la Grèce, cela ne marche pas avec l'Espagne ».

Bien des obstacles se dressent en fait avant même que la candidature ne soit officielle (elle le sera à la fin de 1977, a annoncé Raimundo Bassols y Jacas, ambassadeur de Madrid auprès des Communautés). L'Espagne est en récession. La peseta a été longtemps surévaluée, tout en ayant beaucoup d'inflation intérieure. L'industrie espagnole est habituée au protectionnisme. Les bénéficiaires des entreprises se sont beaucoup amenuisés ces dernières années. Et la structure des revenus, la plus inégalitaire d'Europe, suppose une refonte de la fiscalité qui paraît encore presque inimaginable.

De toute façon, alors que Bruxelles parle de 5 ans de période transitoire, à Madrid, on pense plutôt à 7 ou 8 ans. Ce qui veut dire que l'Espagne ne serait pleinement intégrée que peu avant la fin des années de la prochaine décennie.

L'heure de la PAC. La Politique Agricole Commune, chacun en connaît assez les lourdeurs et les coûts. Montagnes de beurre, lacs de lait ; pourquoi pas aussi montagnes d'oranges et lacs de jus de tomate ? La candidature de trois pays largement agricoles risque de la rendre plus contestable encore, voire de la ruiner.

Les industriels des pays candidats, eux, ou bien ne posent pas de problèmes ou bien sauront, en général, se défendre sur un marché élargi. Les banquiers, pour leur part, sont prêts à financer des investissements croisés beaucoup plus intenses. Et les hommes politiques, extrémistes et socialistes grecs mis à part, se disent d'accord pour tenter l'aventure.

Alors, l'agriculture, si quelque chose doit faire échouer le deuxième élargissement de la CEE, c'est bien elle. Une lourde tâche attend deux des commissaires de Bruxelles : Finn-Olav Gundelach à l'Agriculture, et Lorenzo Natali, Italien, ex-ministre de l'Agriculture, et responsable de la négociation avec Athènes, Madrid et Lisbonne.

Plutôt que d'échouer, quelque part entre les pêches de Provence, celles du Péloponnèse et celles de Catalogne, pourquoi ne pas saisir cette occasion pour ré-inventer une politique agricole commune ? Commune à douze.

Vraiment trop gros à absorber ?

Les trois pays candidats en dimension réelle par rapport à la CEE. Pour décider s'ils risquent vraiment, économiquement, de déséquilibrer la Communauté...

	Espagne	Grèce	Portugal	
PNB 1976 (estimé) en % du PNB total des Neuf		7,6%	1,6%	1,0%
Part des Neuf dans le total importé (73-75)	39%		46,0%	42,0%
Part des Neuf dans le total exporté (73-75)	46%		52,0%	49,0%
Population 1975 en % de la population des Neuf		13,6%	3,6%	3,7%